

Juin 2026

Construction durable, RSE, souveraineté : L'UNICEM place les matériaux minéraux au cœur des enjeux des territoires

Les 23 et 24 juin, au stade Orange Vélodrome de Marseille, l'Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM) et UNICEM entreprises engagées ont réuni leurs adhérents ainsi que de nombreux représentants de l'administration, des collectivités, du monde économique, scientifique et de la société civile à l'occasion de leurs assemblées générales annuelles.

Placées sous le thème « Matériaux et territoires : enjeux et défis », ces deux journées ont permis de croiser les regards sur les grands défis auxquels la France est confrontée : construire davantage de logements, accélérer la transition écologique, renforcer la souveraineté industrielle, adapter les territoires au changement climatique et répondre aux nouvelles attentes sociétales.

Au travers de plusieurs tables rondes, les échanges ont fait émerger une conviction largement partagée : *les matériaux minéraux constituent un maillon essentiel de la construction durable et de l'aménagement des territoires*. Ils ont également mis en évidence la nécessité de renforcer le dialogue entre entreprises et pouvoirs publics afin de construire des réponses collectives à ces défis.

[UNICEM entreprises engagées : Faire de la RSE un moteur de transformation des entreprises et des territoires](#)

La première journée, organisée par **UNICEM entreprises engagées**, a démontré que la responsabilité sociétale n'est plus un sujet périphérique mais un véritable levier de compétitivité et d'acceptabilité des activités industrielles.

Les échanges ont mis en lumière la dynamique portée par le **Label RSE Industries minérales**, aujourd'hui largement déployé au sein de la profession. Adaptée aux spécificités des métiers, le label a ainsi été présenté comme une réponse aux grands défis auxquels la profession est confrontée : atténuation et adaptation au changement climatique, ancrage local, enjeux sociaux et exigences accrues de transparence, tout en répondant aux attentes croissantes des territoires, des clients et des pouvoirs publics.

Pour exemple, dans le secteur du béton prêt à l'emploi, cette dynamique se traduit déjà **par 905 sites engagés**, représentant **65 % adhérent au SNBPE**.

Deux tables rondes ont permis d'élargir la réflexion.

La première, consacrée aux **complémentarités entre politiques publiques locales et engagements volontaires**, a réuni représentants de l'État, collectivités territoriales et professionnels autour d'un même constat : les démarches RSE sectorielles constituent un facilitateur dans la mise en œuvre des politiques publiques de transition écologique. Elles complètent utilement les exigences réglementaires et permettent de construire, en synergie avec les territoires, des solutions concrètes et adaptées aux réalités locales.

Les échanges ont notamment permis de mettre en regard ces démarches avec plusieurs initiatives régionales d'accompagnement des acteurs économiques dans la transition écologique, telles que **la feuille de route Néo Terra en Nouvelle-Aquitaine**, les **appels à manifestation d'intérêt visant à référencer les démarches RSE robustes**, ou encore, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, le dispositif **Cedre Premiers Pas et Cedre Ambition**.

La seconde table ronde, dédiée **aux démarches RSE comme leviers de la construction durable**, a rassemblé plusieurs partenaires de la filière afin d'identifier les conditions d'une meilleure coopération entre l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur. Les intervenants ont notamment souligné la nécessité de mieux faire reconnaître ces démarches auprès des maîtres d'ouvrage publics et privés afin qu'elles deviennent un véritable critère de différenciation et de confiance.

La présence d'organisations telles que la **CPME**, la **FNTF** et **Envirobat-BDM** a permis d'élargir le débat aux attentes de l'ensemble de la filière construction et aménagement. Les échanges ont **mis en évidence la pertinence d'approches RSE sectorielles, adaptées aux métiers**, mais aussi la nécessité de renforcer la pédagogie auprès des donneurs d'ordre publics et privés.

Les débats ont ainsi permis de réaffirmer l'ambition portée par le secteur : Obtenir de l'État la reconnaissance officielle des labels RSE sectoriels afin de conforter l'engagement volontaire des entreprises déjà impliquées et d'encourager de nouvelles structures, en particulier les PME, à s'inscrire dans cette dynamique.

« Les entreprises de notre filière n'attendent pas les contraintes réglementaires pour agir. Avec le Label RSE Industries minérales, elles démontrent qu'une démarche volontaire, exigeante et collective constitue un puissant levier de transformation au service des territoires. Nous souhaitons désormais que cet engagement soit pleinement reconnu et valorisé par les pouvoirs publics comme par les donneurs d'ordre » indique Louis Natter, président d'UNICEM entreprises engagées.

UNICEM : replacer les matériaux minéraux au cœur des enjeux de société

La seconde journée, organisée par l'UNICEM, a replacé les matériaux minéraux dans une perspective plus large : celle **des grands choix de société auxquels la France est aujourd'hui confrontée**.

Ressources, béton, aménagement durable, souveraineté, transition : les échanges ont permis de croiser les regards d'acteurs de terrain, d'experts et de représentants institutionnels pour mieux comprendre les enjeux, les contraintes et les solutions qui s'offrent aux territoires.

Une première table ronde, « **Le béton, matériau des territoires indispensable à un aménagement durable** », a permis de dépasser les idées reçues sur ce matériau en mettant en évidence ses nombreuses évolutions évoquées par **Shift Project**, **Hept'Arts Architecture**, **la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB)** et les professionnels du secteur.

Les intervenants ont rappelé que le béton, produit localement au plus près des chantiers, continue de réduire son empreinte carbone grâce à l'innovation, à l'optimisation des formulations et au développement de nouvelles solutions bas carbone. Par exemple, à Marseille, cette proximité peut ainsi se traduire par des distances de livraison de l'ordre **de 6 à 10 km**, contre une moyenne nationale évoquée **autour de 18 km**.

Il a également été souligné son rôle dans la **durabilité des ouvrages**, le **confort d'été** des bâtiments et la **résilience des territoires**. Plusieurs interventions ont rappelé que la question n'est pas tant de **bannir un matériau** mais plutôt de mieux l'utiliser : **choisir le bon matériau au bon endroit**, au regard de l'usage, du contexte local, de la durée de vie de l'ouvrage, du coût global et de son bilan environnemental.

La seconde table ronde, « **Les ressources minérales : un enjeu de souveraineté nationale ?** », a élargi le débat aux questions d'approvisionnement et d'indépendance stratégique.

Au-delà des seules matières premières critiques, les échanges ont rappelé que les granulats, les roches ornementales, les argiles et les autres matériaux minéraux sont indispensables à la construction des logements, des infrastructures, des réseaux, des ouvrages liés à la transition énergétique et à la réindustrialisation du pays.

Cette table ronde a ainsi posé une question centrale : pourquoi exploiter la ressource minérale, à quelles conditions, et avec quel niveau de responsabilité ? **La disponibilité des ressources, leur caractère non renouvelable, les conflits d'usages, les besoins des territoires et les coûts liés à des importations massives ont été au cœur des échanges.**

Les intervenants ont souligné qu'un approvisionnement local constitue un enjeu majeur pour limiter les transports, préserver la compétitivité des territoires, réduire les émissions de gaz à effet de serre et garantir la résilience des chaînes d'approvisionnement.

Le **BRGM** a rappelé l'importance de mieux connaître, recenser et planifier les ressources disponibles dans les sols et sous-sols français, tandis que la **DREAL PACA** a insisté sur la nécessité de trouver un équilibre entre protection de l'environnement et besoins d'approvisionnement.

Les échanges ont enfin mis en évidence les progrès continus réalisés par la profession en matière de production responsable, de recyclage, de biodiversité, de gestion de l'eau et d'innovation environnementale.

L'intervention de **l'ANEFA**, l'association nationale espagnole des producteurs de granulats, a aussi replacé ces enjeux dans une perspective européenne : dans plusieurs pays, les matières premières minérales deviennent désormais un sujet stratégique, au même titre que d'autres ressources industrielles.

Cette prise de conscience invite également à mieux sécuriser les approvisionnements nationaux, tout en poursuivant la transformation environnementale de la filière.

« Construire davantage de logements, réindustrialiser le pays, développer les énergies décarbonées ou adapter nos territoires au changement climatique suppose de disposer de matériaux produits localement. Les ressources minérales constituent ainsi un enjeu de souveraineté qu'il est désormais indispensable de replacer au cœur du débat public » rappelle Alain Plantier, président de l'UNICEM.

Une profession en mouvement face aux défis des territoires

À travers ces deux journées d'échanges, l'**UNICEM** a illustré la complémentarité de ses actions. Avec **UNICEM entreprises engagées**, elle accompagne les entreprises dans leur transformation environnementale, sociétale et économique ; avec la fédération, elle porte auprès des décideurs et de l'ensemble des parties prenantes une vision de la filière fondée sur une conviction forte : les matériaux minéraux sont indispensables à une construction durable, à la souveraineté du pays et à l'aménagement des territoires.

Responsabilité sociétale, innovation, proximité, souveraineté des ressources, dialogue avec les parties prenantes et coopération entre les acteurs de la construction constituent désormais les fondements d'une filière résolument engagée au service d'une construction plus durable, plus résiliente et plus responsable.

À propos de l'UNICEM

L'Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (**UNICEM**) fédère les entreprises qui produisent les matériaux minéraux essentiels à la construction et aux travaux publics. Elle représente, promeut et défend les intérêts collectifs de la filière. Elle s'appuie sur deux syndicats adhérents : le Syndicat national du béton prêt à l'emploi (**SNBPE**) et l'Union nationale des producteurs de granulats (**UNPG**). Elle réunit également plusieurs syndicats associés spécialisés, parmi lesquels le **FILMM** (isolants en laines minérales), le **SNPB** (pompage du béton), le **SNROC** (roches ornementales), le **SYNAD** (adjuvants), le **SYNFAD** (durcisseurs) et l'**UPGV** (grès des Vosges). Ensemble, ces entités portent les enjeux économiques, sociaux et environnementaux du secteur, et accompagnent sa transition vers des pratiques durables et responsables, notamment avec le concours de l'association **UNICEM entreprises engagées** qui pilote le Label RSE Industries minérales du secteur.

L'UNICEM compte 900 entreprises adhérentes (TPE, ETI, groupes internationaux) et 3 400 sites. Elle représente un chiffre d'affaires de plus de 7 milliards d'euros, soit 75 % du chiffre d'affaires de la filière en France.